

dirai pas estimé, mais adoré, à cause de sa probité, de son équité, de l'ordre qu'il avait rétabli dans l'administration de Nia dont son prédécesseur avait fait une caverne de brigands. L'ancien bek nous apprit qu'il avait été l'ami intime du voyageur russe M. Pievtsof; il ne nous dit pas qu'il avait fait son possible pour le voler, mais il nous confia qu'il n'avait pas moins d'amitié pour nous, que, s'il était bek, il pourrait nous rendre plus de services que son successeur qui n'avait pas d'influence; il ajouta qu'il avait laissé des regrets dans tous les cœurs, que l'opinion publique était unanime à réclamer sa réélection, qu'enfin il était riche, ce qui lui permettrait d'administrer le pays avec désintéressement, au lieu que son successeur était un malheureux criblé de dettes, qui avait dépensé pour son élection deux mille francs, somme énorme, dont il ne possédait pas le premier sou, et qui, devenu bek, non seulement n'avait rien restitué à ses créanciers, mais encore levait sur tous ceux qui n'étaient pas assez forts pour lui résister des emprunts forcés dont il ne payait ni le capital, ni l'intérêt. Cette assertion était parfaitement vraie et le bek en exercice ne la pouvait contester absolument. — « Sans doute, disait-il, je ne suis pas aussi riche que mon adversaire, je ne me suis pas engraisé comme lui de la misère du peuple (il était maigre tandis que son adversaire était gras, ce qui justifiait la comparaison); toutefois je suis loin d'être pauvre, j'ai des terres considérables; mais, ne voulant pas les vendre (elles étaient toutes hypothéquées), j'ai été obligé de contracter quelques dettes. Excités par mes ennemis, mes créanciers exigent le remboursement immédiat, et c'est une indigne déloyauté puisqu'il n'y a point de terme fixé. Du reste ma position n'en sera pas ébranlée, car je possède tellement la confiance et l'affection de mes administrés que les notables se réunissent aujourd'hui même pour m'offrir de prendre mes dettes à leur charge et de liquider mes affaires. » En effet, cinq ou six de ses partisans, s'étant rassemblés, affirmèrent que la population conservait une entière confiance dans son chef et déclarèrent qu'ils étaient prêts à désintéresser ses créanciers. Inutile d'ajouter que c'était une simple déclaration de principe qui n'engageait à rien. La galerie